

**N° 5243<sup>5</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2004-2005

---

**PROJET DE REGLEMENT  
GRAND-DUCAL****relatif à la détermination des risques et à la classification  
des préparations dangereuses**

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(7.12.2004)

Par dépêche en date du 18 novembre 2003, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre du Travail et de l'Emploi.

Au texte du projet étaient joints un exposé des motifs et un commentaire des articles.

L'avis de la Chambre des employés privés fut transmis au Conseil d'Etat en date du 7 janvier 2004, celui de la Chambre de travail en date du 15 janvier 2004, celui de la Chambre de commerce en date du 22 janvier 2004 et celui de la Chambre des métiers en date du 24 février 2004.

L'avis de la Chambre d'agriculture se trouve énoncé au préambule. Le Conseil d'Etat n'en a pas connaissance au moment de ses délibérations. S'il ne devait pas avoir été émis au moment de la signature du règlement sous avis, il y aurait lieu de modifier le visa afférent et de marquer: „La Chambre d'agriculture demandée en son avis;“.

\*

**CONSIDERATIONS GENERALES**

Le présent projet a pour base légale le projet de loi (No 5254) relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses, dont le Conseil d'Etat fut saisi par dépêche en date du 10 décembre 2003 et pour lequel son avis fut arrêté en date du 30 mars 2004. Par la suite, le Conseil d'Etat fut saisi d'une série d'amendements adoptés par la Commission du travail et de l'emploi de la Chambre des députés. L'avis complémentaire du Conseil d'Etat date de ce jour.

L'article 3, alinéa 3 du projet de loi délègue au pouvoir exécutif le droit de définir les principes d'évaluation des propriétés dangereuses et de détermination des risques.

C'est sur base de cette disposition que sera pris le règlement grand-ducal sous revue.

\*

**EXAMEN DU TEXTE***Préambule*

Pour ce qui est du préambule, l'énumération des ministres-rapporteurs est à rédiger comme suit, compte tenu de la suppression à l'endroit de l'énumération du ministre de la Justice, ce dernier n'étant pas concerné par le règlement en projet:

„Sur le rapport de Notre Ministre du Travail et de l'Emploi, de Notre Ministre de l'Environnement, de Notre Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et de Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et après délibération du Gouvernement en conseil;“.

### *Dispositif*

Le Conseil d'Etat constate que les auteurs du projet se réfèrent à maintes reprises à la loi du 15 juin 1994, sans autre précision. Il estime qu'il conviendrait de se référer à ladite loi, au moins lors de la première citation, par son intitulé complet, à savoir „loi modifiée du 15 juin 1994

- relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses
- modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses“.

quitte à prévoir lors de cette première citation une formule du genre:

„loi modifiée du 15 juin 1994

- relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses
- modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses, ci-après dénommée „loi modifiée du 15 juin 1994“ “.

### *Article 1er*

Le paragraphe 1er reprend en son alinéa 1 simplement le texte de l'alinéa 1 du paragraphe 1er de l'article 3 du projet de loi et il renvoie en son alinéa 2 aux dispositions des articles 3, 4 et 5 du même article 3.

Il s'agit donc d'une disposition superfétatoire et le Conseil d'Etat propose de supprimer ce paragraphe 1er.

Le paragraphe 2 (1er selon le Conseil d'Etat) renvoie dans ses tirets 2 et 4 à ELINCS. Le Conseil d'Etat ne comprend pas cette abréviation qui n'est définie ni dans le projet de loi ni dans le texte sous examen.

S'il devait cependant s'agir de „EINECS“ (European Inventory of Existing Commercial Chemical Substances), il y a lieu de corriger l'abréviation. En tout cas, il y a lieu de la définir.

Le Conseil d'Etat rend en tout état de cause attentif au fait que l'EINECS constitue un inventaire non publié, donc difficilement accessible. Il renvoie dans ce contexte aux observations y afférentes dans son avis du 24 novembre 1998 relatif au projet de loi concernant l'accréditation, la certification et la normalisation (*doc. parl. No 4206<sup>2</sup>*).

Compte tenu de la suppression proposée du paragraphe 1er, le paragraphe 3 deviendra le paragraphe 2. Son texte ne donne pas lieu à observation.

### *Article 2*

Le texte de cet article renvoie tout comme le deuxième alinéa du paragraphe 1er de l'article 1er aux dispositions de la loi de base.

Il est superfétatoire et il est donc à supprimer.

### *Article 3 (2 selon le Conseil d'Etat )*

Le Conseil d'Etat propose de supprimer au paragraphe 1er le deuxième emploi de l'adjectif „physico-chimiques“ dans la même phrase. Il y a lieu de lire „... de ces propriétés de la préparation nécessaires ...“.

En outre, il y a lieu de remplacer au premier tiret du paragraphe 2 le mot *peut* par *peu*.

### *Articles 4 et 5 (3 et 4 selon le Conseil d'Etat )*

Sans observation.

### *Article 6 (5 selon le Conseil d'Etat)*

L'indication des membres du Gouvernement chargés de l'exécution du règlement sous revue est à adapter selon les rectifications proposées par le Conseil d'Etat à l'endroit du préambule.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 7 décembre 2004.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Pierre MORES